TABLEAU DE BORD
de l'agglomération urbaine de Montréal

Perspectives 2008

Automne 2007
Une publication de la Chambre de
commerce du Montréal métropolitain

Partenaire exclusif

Développement économique Canada
Canada Economic Development
Canada

Chambre de commerce
du Montréal métropolitain
Board of Trade of Metropolitan Montreal

TABLE DES MATIÈRES

ÉDITORIAL 3

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI
Canada, Québec et Montréal 4

MONTRÉAL ET LES AUTRES MÉTROPOLES CANADIENNES
Montréal, Calgary, Ottawa, Toronto et Vancouver 5

SUR L' ÉCRAN RADAR :
Les prévisions pour 2008 6

MONTRÉAL : LE DÉBUT D'UNE REPRISE 13

MONTRÉAL ET LES RÉGIONS :
PLUS COMPLÉMENTAIRES QUE L'ON PENSE 16

DANS L'ŒIL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES 18

LES NOUVEAUTÉS BUDGÉTAIRES 2007-2008 20

CHRONIQUE DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE CANADA 21

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION
Chantal Bouvier
Vice-présidente, Analyse et Communications

RÉDACTEUR EN CHEF
Sylvain Bouffard
Directeur, Analyse et politiques

RÉDACTEUR
Omar Chaar
Analyste économique

COMMUNICATIONS
Amadou Dieng
Directeur, Communications
Julie Gosselin
Coordonnatrice, Communications

RÉVISION ET COORDINATION
Madeleine Murdock et
Christine Lalancette
Coordonnatrices, Publications et correctrices-réviseures

CONCEPTION GRAPHIQUE
Brigitte Schuster
Graphiste

IMPRESSION
Groupe Laurier

Également disponible sur le site Web de la Chambre : www.ccmm.qc.ca

Société canadienne des postes — Envoi de publications canadiennes Convention no 40063203

POUR NOUS JOINDRE
380, rue St-Antoine Ouest
Bureau 6000
Montréal (Québec)
H2Y 3X7
514 871-4000
514 871-1255
www.ccmm.qc.ca

PERMANENT 30%

Tableau de Bord est une publication biannuelle de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain réalisée en partenariat avec Développement économique Canada.

Éditorial

TALENTS ET INVESTISSEMENTS : LA BATAILLE DE MONTRÉAL

Malgré une conjoncture plutôt incertaine, notamment la force du dollar canadien, le prix élevé du baril de pétrole ainsi que la crise du crédit aux États-Unis, tout porte à croire que notre économie s'en sortira plutôt bien pour la prochaine année.

Le marché du travail au Québec, ainsi qu'à Montréal, fait preuve d'une vigueur particulièrement soutenue. Les taux d'emploi, de chômage et d'activité envoient un message positif quant au fort potentiel ainsi qu'aux assises solides de notre économie. Dans la région métropolitaine, les plus récentes prévisions laissent entrevoir une augmentation de la croissance économique pour 2008. Ainsi, à Montréal, des dizaines de milliers de nouveaux emplois seront à pourvoir dans plusieurs secteurs clés de notre économie.

Cela étant dit, de nombreux défis d'une importance centrale se dressent devant nous. L'heure n'est pas à la complaisance, bien au contraire. En fait, des phénomènes préoccupants comme le vieillissement de la population et le dépérissement de nos infrastructures publiques doivent animer en nous un véritable sentiment d'urgence.

Déjà, sans d'importants changements de cap, le Québec et Montréal sont sur la voie de l'appauvrissement relatif. Nous devons donc dès maintenant mettre en place les dispositifs nécessaires afin de créer davantage de richesse. Or, dans ce contexte, deux ingrédients apparaissent essentiels pour y arriver : le talent et les investissements.

À bien des égards, le talent et le savoir-faire constituent, en ce début de 21e siècle, la ressource naturelle la plus précieuse dont nous disposons. Bien entendu, nos institutions d'enseignement occupent un rôle central dans la qualité de cette ressource. Aussi, nous devons impérativement nous interroger sur les façons de maintenir et d'augmenter à la fois le financement, la *qualité* et la valorisation de l'éducation au sein de la collectivité québécoise.

Pour ce qui est de la *quantité* de cette ressource qu'est le talent, la solution passe nécessairement par l'immigration. Aussi, il est sage de rappeler l'essentielle contribution que les nouveaux Québécois apportent déjà à notre activité économique. Actuellement, presque la totalité de l'augmentation de la demande en main-d'œuvre est comblée par l'immigration. Or, cela sera de moins en moins suffisant; nous devrons trouver des moyens novateurs pour attirer et garder le talent encore davantage chez nous.

Avec le même empressement, il est crucial d'améliorer la compétitivité de notre régime fiscal pour les entreprises afin de libérer et d'attirer l'investissement. Il faut se servir de notre environnement fiscal comme d'un outil qui, loin de pénaliser la performance, la réussite et l'innovation, doit les récompenser. Ainsi, nous pourrions envoyer un message clair : il n'y a pas meilleur endroit que Montréal pour faire des affaires.

En bref, même si la relative vigueur de l'économie métropolitaine et québécoise a de quoi nous insuffler une dose de confiance quant à nos capacités, il n'en demeure pas moins qu'il nous faut toujours faire beaucoup mieux. Aussi, on ne peut pas simplement se contenter de livrer bataille pour attirer et retenir le talent et les investissements : il faut s'y consacrer avec, comme unique objectif, d'être du nombre des gagnants.

Isabelle Hudon
Présidente et chef de la direction
Chambre de commerce du Montréal métropolitain

LES INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI

Canada, Québec et Montréal

INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI				
Indicateurs	En date de	Canada	Québec	Montréal
ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE				
PIB†	T2 2007	+ 2,3 %	+ 1,9 %	+ 1,8 %
MARCHÉ DU TRAVAIL				
Emplois créés†	Septembre 2007	+ 2,5 %	+ 2,3 %	+ 1,7 %
Taux d'activité	Septembre 2007	67,5 %	65,6 %	67,8 %
Taux de chômage	Septembre 2007	5,9 %	6,9 %	7,1 %
CONSTRUCTION ET IMMOBILIER				
Permis de bâtir†	Août 2007	+ 6,2 %	+ 15,7 %	+ 18,2 %
Mises en chantier†	T2 2007	- 4,2 %	+ 10,9 %	+ 23,5 %
POUVOIR D'ACHAT ET CONSOMMATION				
Inflation† (IPC 1992=100)	Septembre 2007	+ 2,5 %	+ 1,9 %	+ 1,8 %
Ventes au détail†	T2 2007	+ 4,1 %	+ 3,7 %	+ 4,1 %
COMMERCE EXTÉRIEUR				
Exportations†	Août 2007	- 1,4 %	- 6,5 %	-

Source : Conference Board du Canada, Statistique Canada, Strategis

†Ces variations sont exprimées par rapport à la même période en 2006

INDICATEURS ÉCONOMIQUES D'ICI			
		Variation par rapport	
MARCHÉS FINANCIERS	**VALEUR AU 24 OCTOBRE 2007**	**AU MOIS PRÉCÉDENT**	**À L'ANNÉE PRÉCÉDENTE**
Taux directeur : Banque du Canada	4,50 %	+ 25 points de base	+ 25 points de base
Dollar canadien (vs $US)	1,0297	+ 0,0847 $	+ 0,1479 $
Prix du baril de pétrole (WTI, en $US)	86,45 $	+ 8,2 %	+ 30,9 %

Source : Banque du Canada, Energy Information Administration

MONTRÉAL ET LES AUTRES MÉTROPOLES CANADIENNES

Montréal, Calgary, Ottawa, Toronto et Vancouver

LES RÉSULTATS DE 2006	Montréal	Calgary	Ottawa	Toronto	Vancouver
Produit intérieur brut (en millions $ de 1997)	111 955	51 814	40 853	203 103	73 321
Revenu personnel per capita (en dollars)	32 519	48 682	38 180	35 844	33 571
Revenu personnel disponible per capita (en dollars)	24 584	37 795	29 180	27 395	26 091
IPC (1992=100)	125,6	141,3	132,4	130,7	128,1
Emplois (en milliers)	1 857	655	643	2 802	1 187
Taux de chômage	8,4 %	3,3 %	5,2 %	6,6 %	4,4 %
Ventes au détail (en millions $)	39 652	20 640	13 587	55 082	24 161
Mises en chantier (en milliers)	22,8	17	8,8	37,1	18,7

Source : Conference Board du Canada

LES PRÉVISIONS DE 2007 ET 2008 (À l'exception du taux de chômage, les variations sont exprimées par rapport à l'année précédente)	Montréal		Calgary		Ottawa		Toronto		Vancouver	
	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008	2007	2008
Produit intérieur brut	+ 2,1 %	+ 2,7 %	+ 4,4 %	+ 4,3 %	+ 2,3 %	+ 2,9 %	+ 2,7 %	+ 3,7 %	+ 2,9 %	+ 3,4 %
Revenu personnel per capita	+ 4,4 %	+ 3,0 %	+ 4,1 %	+ 2,9 %	+ 3,8 %	+ 3,3 %	+ 4,1 %	+ 2,5 %	+ 5,7 %	+ 3,7 %
Revenu personnel disponible per capita	+ 4,9 %	+ 3,1 %	+ 5,2 %	+ 2,7 %	+ 3,4 %	+ 3,1 %	+ 3,7 %	+ 2,3 %	+ 6,4 %	+ 3,8 %
IPC (1992=100)	+ 1,7 %	+ 1,9 %	+ 4,7 %	+ 3,3 %	+ 2,2 %	+ 2,1 %	+ 2,2 %	+ 2,1 %	+ 2,0 %	+ 1,9 %
Emplois	+ 2,3 %	+ 1,0 %	+ 3,9 %	+ 2,7 %	+ 0,1 %	+ 1,3 %	+ 2,1 %	+ 1,4 %	+ 2,8 %	+ 2,5 %
Taux de chômage	7,0 %	7,3 %	3,5 %	3,6 %	5,7 %	6,2 %	6,7 %	6,8 %	4,0 %	3,9 %
Ventes au détail	+ 4,2 %	+ 5,3 %	+ 8,0 %	+ 6,6 %	+ 3,7 %	+ 5,4 %	+ 4,2 %	+ 6,1 %	+ 6,8 %	+ 6,1 %
Mises en chantier	- 6,8 %	- 22,5 %	- 17,1 %	- 4,6 %	- 8,2 %	- 8,6 %	- 8,6 %	+ 13,6 %	+ 1,5 %	- 10,0 %

Source : Conference Board du Canada

Pour des données régulièrement mises à jour, nous vous invitons à consulter le Tableau de bord en ligne à l'adresse suivante : www.tableaudebordmontreal.com

SUR L' ÉCRAN RADAR

Les prévisions pour 2008

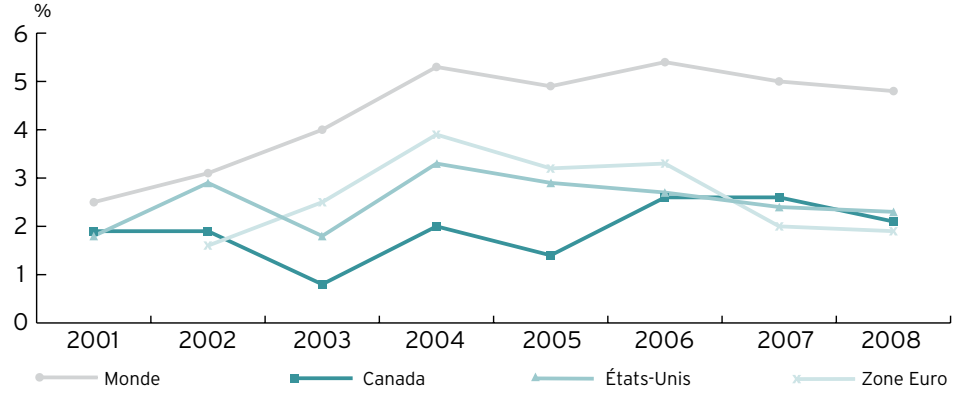
CROISSANCE MONDIALE : OUI, MAIS...

La croissance de l'économie mondiale est appelée à se poursuivre en 2008. Toutefois, le rythme qui la caractérisera n'aura pas la vigueur des deux années précédentes. En effet, les prévisions amenées par divers organismes situent l'évolution du **produit intérieur brut** (PIB) **mondial** en 2008 dans une fourchette allant de 4,6 %, selon les Services économiques d'Exportation et développement Canada (EDC), aux alentours de 5 % d'après les révisions du Fonds monétaire international (FMI). Voilà donc des prévisions qui sont légèrement en deçà du taux d'expansion de l'économie mondiale en 2006, soit 5,4 %, et de l'estimation avoisinant 5 % pour 2007. Cette tendance amène d'ailleurs les Services économiques d'EDC à affirmer que « l'économie mondiale a dépassé le pic du cycle de croissance actuelle ».

Il n'en demeure pas moins que, devant une telle constatation, les réalités des différentes économies du globe divergent. Si le FMI doit revoir à la baisse, en octobre, ses prévisions de croissance pour 2008, notamment pour les États-Unis et la zone euro, la Banque asiatique de développement (BAD) relevait pour sa part, à la fin de septembre, les perspectives d'expansion du PIB régional de la **zone Asie-Pacifique** qui devrait afficher des taux de croissance de 8,3 % pour 2007 et de 8,2 % en 2008.

Ainsi la **Chine** et l'**Inde**, les principales locomotives économiques de cette région — qui représentent à elles deux 55,3 % du PIB total des pays émergents d'Asie — sont appelées à enregistrer des croissances respectives de 11,2 % et 8,5 % pour 2007, puis de 10,8 % et 8,5 % en 2008. Il va sans dire qu'un tel

CROISSANCE DU PIB (AU PRIX CONSTANTS, VARIATIONS EN %)



Source : Fonds Monétaire International, Perspectives de l'économie mondiale, avril 2007
Note : Les données de 2007 et 2008 sont des prévisions de la source.

rythme engendre des pressions inflationnistes qui, si elles sont mal contrôlées, feraient bien plus que simplement tempérer le climat économique actuel. Aussi, l'inflation chinoise devrait se situer aux alentours de 4,2 % pour 2007, puis à 3,8 % en 2008. En Inde, la BAD prévoit une inflation constante à 5 % pour ces deux années.

Forte de ses ressources naturelles, la **Russie** affichera une croissance estimée par le FMI à 7 % pour 2007, puis à 6,8 % l'année suivante. De son côté, le **Brésil** ne fait pas exception à la conjoncture sud-américaine favorable, les 4,3 % qu'enregistrera son PIB pour 2007 étant juste en deçà de la croissance de 5,2 % prévue pour le continent. Une réduction de ces taux est toutefois attendue en 2008 alors que l'**Amérique latine** et son plus grand pays verront leurs économies progresser respectivement de 4,5 et 4,1 %.

Malgré un dynamisme apparent, les perspectives de l'économie mondiale pour 2008 restent assez incertaines. Plusieurs facteurs contribuent à alimenter cette incertitude, dont les récents développements associés aux difficultés que connaît le marché de l'immobilier américain et qui ont frappé de plein fouet les marchés financiers internationaux au troisième trimestre de 2007; l'augmentation des prix des matières premières, source de pressions inflationnistes dans plusieurs pays; et bien sûr, les risques liés aux tensions géopolitiques.

Outre l'augmentation qui touche les cours des matières premières et des hydrocarbures, la **zone euro** semble déjà ressentir les effets de certaines de ces pressions, notamment en raison des difficultés qu'ont connues ses places financières. Ainsi, la croissance attendue serait de 2,5 % pour 2007 et de 2,3 % en 2008, selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE).

Au **Japon**, où l'économie table principalement sur les exportations et les investissements comme moteurs d'expansion, la croissance devrait aussi progresser à une cadence moindre. Le ralentissement de la demande aux États-Unis — qui est l'un des ses principaux marchés d'exportation —, la baisse des niveaux d'investissements, la remontée du yen de même que les récents changements politiques laissent présager une croissance de 2,4 % pour 2007 qui se réduirait à 2,1 % en 2008, toujours selon l'OCDE.

Concernant le cours du **pétrole**, si les avis semblent partagés quant aux fluctuations des prix, il existe un consensus pour décrire le déséquilibre qui existe entre l'offre et la demande. Ainsi, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) — qui fournit un peu plus du tiers du pétrole brut mondial — doit augmenter sa production de 500 000 barils par jour à partir de novembre 2008. Cette démarche vise à satisfaire une demande que l'Agence internationale de l'énergie (AIE) établit à 85,9 millions de barils par jour pour 2007 et à 88 millions de barils par jour en 2008.

Dans un scénario optimiste, le **cours du baril de pétrole brut West Texas Intermediate** (WTI) devrait se situer aux alentours de 63 $US pour 2007 et de 56 $US en 2008, selon les prévisions à l'exportation de l'été 2007 des Services économiques d'EDC. Plus pessimiste, la firme américaine Goldman Sachs, en réponse aux fluctuations survenues à la fin de septembre, mise sur un baril à 85 $ à la fin de 2007 et qui atteindrait 95 $ en 2008.

Les prévisions relatives aux flux de commerce mondial font état d'un tassement de la croissance du **commerce international de marchandises** qui, selon l'Organisation mondiale du commerce (OMC), devrait se situer à 6 % pour 2007 comparativement aux 8 % enregistrés en 2006. L'indécision plane encore sur les perspectives de 2008, car en plus des facteurs énumérés précédemment, l'augmentation des prix du transport maritime mondial — notamment sur les routes de transport en vrac de matières sèches — pèsera de façon non négligeable sur les prix de certaines denrées telles que les céréales.

APRÈS LE SPECTRE DU COMPTE COURANT, LES *SUBPRIMES* FONT OMBRAGE À L'ÉCONOMIE AMÉRICAINE

La santé de la première économie mondiale préoccupe les prévisionnistes en raison du poids de l'économie des États-Unis à l'échelle mondiale. La consommation des ménages, qui a toujours été considérée comme l'un des fers de lance de la croissance américaine, fléchit du fait des récents développements amenés par la hausse des taux d'intérêt et par le marché de l'immobilier.

En effet, plusieurs consommateurs ont utilisé les évaluations à la hausse de la valeur des maisons pour s'endetter à même le refinancement de leur hypothèque, alors que d'autres ont profité de taux d'intérêt relativement bas pour négocier de nouvelles hypothèques ou contracter des prêts plus importants. Cependant, la vigueur du marché de l'immobilier s'étant estompée, les investissements qui y étaient dirigés se sont contractés, faisant imploser la bulle spéculative et plaçant le secteur en déclin. Le repli dans le prix des logements, qui ne permettait plus d'obtenir la valeur initiale à la revente, a eu pour effet de majorer la dette qu'avaient accumulée certains ménages. En second lieu, la progression des taux d'intérêt — notamment le taux directeur de la Réserve fédérale américaine (Fed) qui se situait à 5,25 % jusqu'au 18 septembre 2007 — a amené une augmentation des montants à rembourser à laquelle certains ménages n'ont pu faire face. Ainsi, le **niveau d'endettement** du consommateur américain, exprimé par le ratio de la dette au revenu personnel disponible, se situe à 135,7 % selon un rapport de juin 2007 préparé par les économistes de la Financière Banque Nationale.

La **crise financière** émanant des *subprimes* — ces crédits immobiliers octroyés à des ménages peu solvables — n'a pas tardé à s'internationaliser et à se répercuter sur la plupart des places financières mondiales. Cette situation, combinée au ralentissement marqué des **dépenses de consommation** des ménages après le premier semestre de 2007, nous annonce une révision à la baisse des prévisions de croissance pour les deux années à venir.

L'OCDE réduisait ainsi de 2,1 à 1,9 % la croissance du **PIB américain** qui était anticipée pour 2007. De son côté, le FMI révisait aussi ses prévisions et annonçait, en septembre, un taux de croissance du PIB à 2,2 % en 2008 alors que, quelques mois auparavant, cette prévision était de l'ordre de 2,8 %.

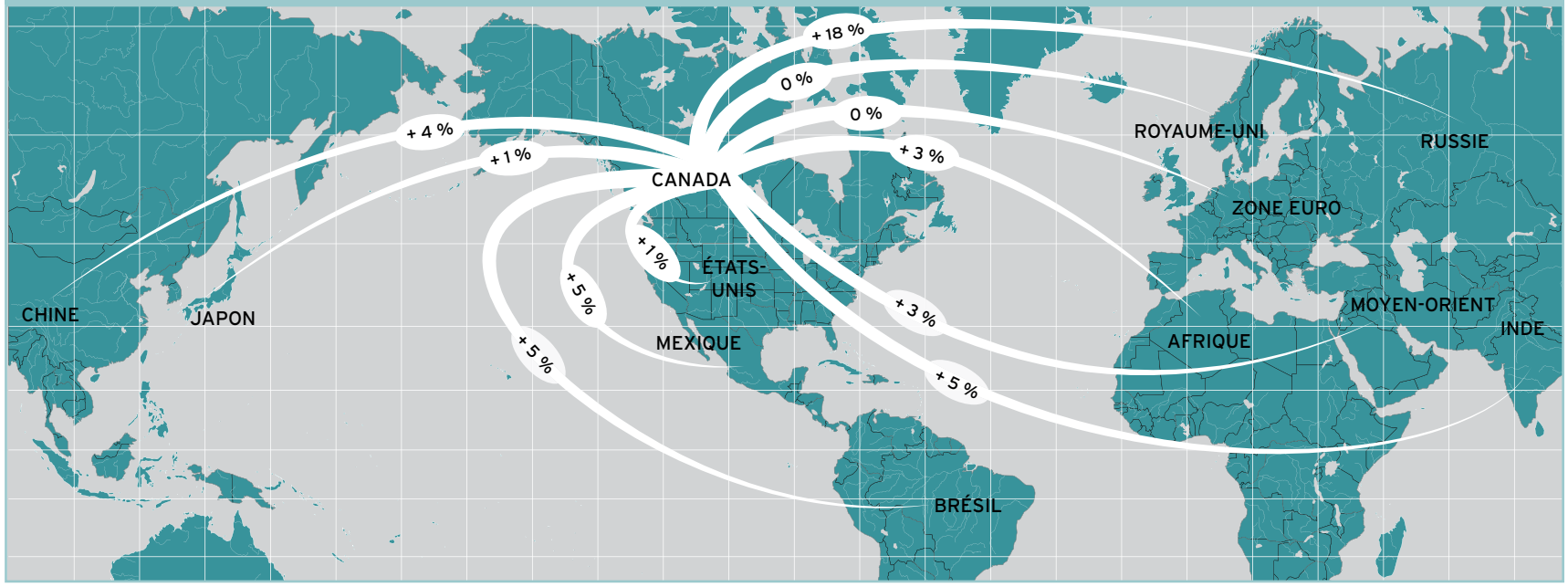
Plus que jamais, la situation de l'économie américaine est scrutée attentivement, tant à l'échelle nationale qu'à l'échelle internationale, comme en témoigne la frénésie actuelle qui entoure le moindre de ses développements. À titre d'exemple, l'annonce de la Fed le 18 septembre 2007 de réduire son principal **taux directeur** d'un demi-point de pourcentage pour l'amener à 4,75 % a été accueillie par une remontée des indices sur la plupart des places boursières. Ainsi, entre le 17 et le 19 septembre, le **CAC 40** (Paris) gagnait 5,3 %, et le **FTSE 100** (Londres) progressait de 4,5 %. Aux États-Unis, le **S&P 500** et le **Dow Jones** (New York) se relevaient de 3,5 et 3,1 % respectivement, alors qu'au Canada, le **S&P/TSX** remontait de 1 %.

AU CANADA, L'ENVOL DU HUARD PÈSE SUR LA CROISSANCE

Alors que les prévisions pour les États-Unis et pour une grande partie des pays de la zone euro étaient revues à la baisse pour 2007, l'OCDE majorait, dans ses dernières estimations de septembre, le taux de **croissance du PIB** canadien et le portait de 2,5 % à 2,7 %. Toutefois, le Conference Board du Canada (CBOC), dans sa dernière *Note de conjoncture métropolitaine*, attribue au Canada une croissance de 2,5 %. Il explique cette prévision qui s'éloigne des 3,7 % (en niveau annualisé) gagnés par le PIB au premier trimestre par l'appréciation du **dollar canadien** durant le second trimestre de 2007. Le huard qui se trouvait à 85 cents en janvier s'est envolé vers les 94 cents en juin, alors que sa moyenne en août se situait à 94,5 cents, et qu'en septembre la parité avec le dollar américain a été brièvement atteinte. Le 20 septembre, la parité avec le dollar américain a été atteinte pour la première fois depuis les 30 dernières années. Le 29 octobre, le huard établissait un nouveau record en 47 ans, dépassant le seuil des 1,05 $ américains.

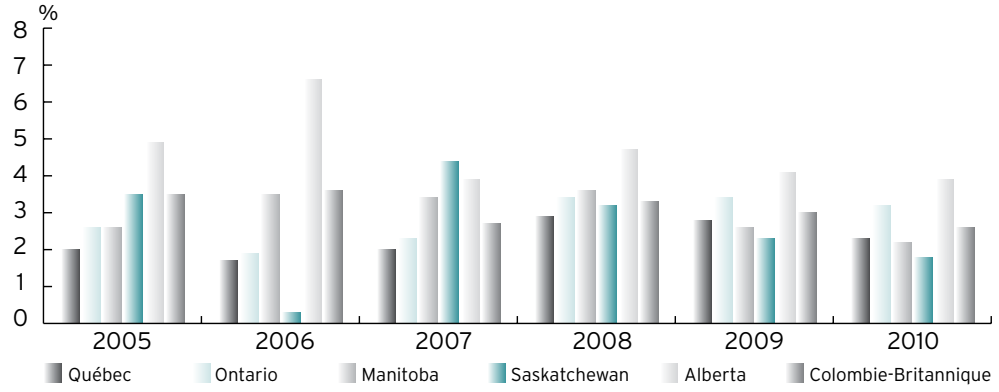
La croissance canadienne ne touchera pas tout le territoire de manière uniforme. En effet, **l'écart** qui existe déjà au pays entre les provinces de l'Est et celles de l'Ouest demeurera présent. Ces provinces, qui bénéficient des cours élevés du pétrole et des matières premières, afficheront une croissance moyenne de 3,4 % pour 2007, puis de 3,9 % en 2008 : un net contraste avec le Québec et l'Ontario qui, ensemble, iront chercher 2,2 % pour 2007 et 3,2 % l'année suivante.

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DES EXPORTATIONS CANADIENNES EN 2008



Source : d'après les données des Services économiques d'EDC

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DU PIB RÉEL PAR PROVINCE



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

Au chapitre de l'**emploi**, il est prévu que près de 357 000 emplois auront été créés en 2007 dont 79 % à temps plein. À ce nombre s'en ajouteront 231 000 en 2008 dont plus de 90 % seront à temps plein. C'est surtout dans les secteurs de la construction et des services commerciaux que l'on retrouvera ces nouvelles ouvertures.

Pour 2008, le CBOC avance une croissance de 3,2 %. Ce sera la première fois, depuis 2004, que le PIB s'accroît à un rythme plus rapide que l'année précédente. Le seul bémol à cet optimisme provient du ralentissement anticipé de la consommation intérieure américaine. En effet, les États-Unis représentent toujours le plus gros marché à l'exportation des firmes canadiennes — il s'élevait à 82 % du total des exportations canadiennes en 2006 — et une réduction des exportations aura des répercussions sur la santé économique de notre pays.

Finalement, l'**inflation** attendue avoisinera les 2,4 % pour 2007 et devrait descendre à 2,1 % en 2008, ce qui la place à l'intérieur des limites de la cible de maîtrise de l'inflation. Dans l'éventualité d'un changement brusque, la Banque du Canada a prévu 10 dates d'ici décembre 2008 où elle annoncera son taux directeur.

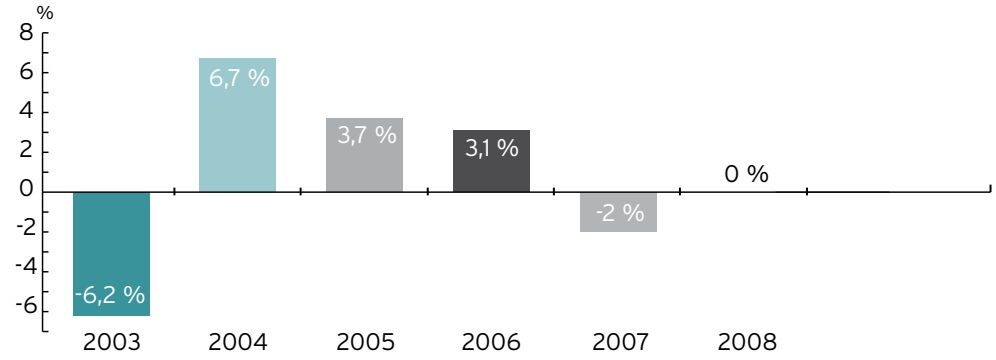
DES PERSPECTIVES ENCOURAGEANTES POUR LE QUÉBEC

La Belle Province fait face à des prévisions de croissance mitigées, notamment pour les résultats que son PIB devrait afficher à la fin de l'année. Il est en effet prévu, selon les données du CBOC, que le **PIB québécois** connaîtra un léger accroissement de 2 % pour 2007, lequel passera à 2,9 % en 2008. Les causes qui expliquent ces résultats résident principalement dans la santé du secteur manufacturier qui, malgré une certaine restructuration, semble toujours subir les contrecoups d'un dollar canadien élevé. Ainsi, le **PIB manufacturier** québécois se limitera à un gain de 0,3 % pour 2007 avant d'entamer une reprise qui se manifestera par une croissance de 4,5 % de son PIB en 2008.

La balance commerciale négative est un second facteur défavorable à la croissance économique québécoise. Les **exportations**, selon les Services économiques d'EDC, devraient reculer de 2 % en 2007 sans enregistrer de progression en 2008. Un repli dans les secteurs du bois d'œuvre et du papier journal, des biens de consommation ainsi que des biens automobiles, couplé à un ralentissement de la consommation américaine, expliquerait ces prévisions un tant soit peu pessimistes. Il n'en demeure pas moins que certains secteurs afficheront des résultats positifs quant à leurs exportations. Ainsi, le CBOC prévoit pour 2007 une augmentation de 12,1 % dans la valeur des exportations issues du secteur de l'**aérospatiale**. En 2008, les exportations de ce secteur croîtront de 9,7 %, tandis que les exportations d'**électricité** et celles dans le secteur des **technologies de l'information et des communications** (TIC) augmenteront respectivement de 11,3 et 1,8 % en 2007. La progression des exportations d'électricité sera plus modeste en 2008 – à hauteur de 2,8 % – alors que les exportations de TIC gagneront 4 %.

Finalement, c'est la consommation intérieure québécoise qui servira de moteur en 2007 et 2008. Après avoir gagné 3,1 % en 2006, les **dépenses réelles des consommateurs** s'accroîtront de 3,5 % en 2007, et s'amélioreront par la suite de 2,8 % en 2008. Cela pourrait s'expliquer par les ajustements salariaux apportés à l'entente sur l'équité salariale qui ont totalisé 1,8 milliard de dollars. Ainsi, le **revenu personnel disponible** *per capita* gagnera 4,8 % pour s'établir à 24 624 dollars en 2007, puis sera majoré d'un autre 2,9 % en 2008 pour atteindre 25 349 $. Les **ventes au détail** bénéficieront de ce pouvoir d'achat plus important comme en témoignent les prévisions du CBOC. On s'attend à ce que le total soit de 90,5 milliards de dollars pour 2007, soit 4 % de plus qu'en 2006. Un essor de 5,4 % devrait se produire en 2008, ce qui amènerait alors les ventes à près de 95,4 milliards de dollars.

ÉVOLUTION DES EXPORTATIONS QUÉBÉCOISES



Source : Institut de la statistique du Québec, Services économiques d'EDC
Notes : Les données jusqu'à 2006 proviennent de l'Institut de la statistique du Québec et sont aux prix courants; les prévisions de 2007 et 2008 sont des Services économiques d'EDC.
Les variations, exprimées en pourcentage, sont par rapport à l'année précédente.

MONTRÉAL : LE DÉBUT D'UNE REPRISE

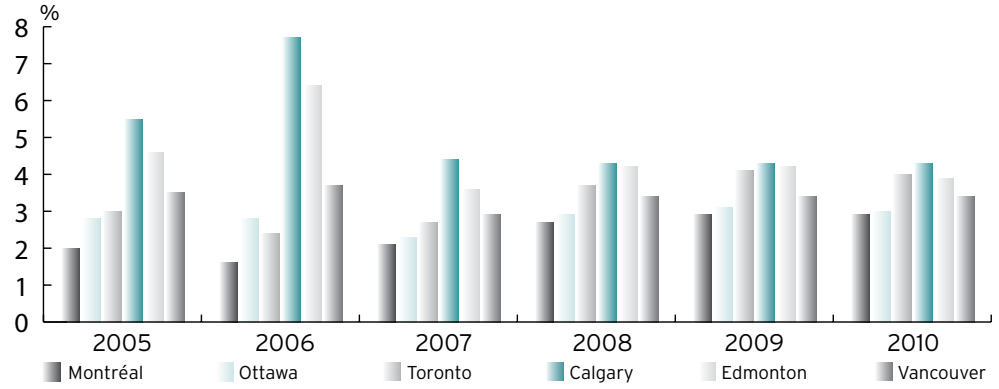
Au cours des dernières années, la croissance de l'économie montréalaise s'est maintenue à une moyenne de 1,8 %. L'éclatement de la bulle des TI, les conséquences d'une monnaie plus forte et un baril de pétrole plus cher sont certains des facteurs qui ont eu une incidence sur la santé économique de Montréal. Entre 2003 et 2006, la métropole se classait dernière des cinq grandes régions métropolitaines de recensement (RMR) canadiennes, et douzième des treize RMR canadiennes pour la croissance du PIB.

Les prévisions des deux prochaines années apportent cependant une image différente de la métropole, une image nouvelle. Ainsi, le Conference Board du Canada (CBOC) avance une croissance de 2,1 % pour 2007, ce qui viendrait rompre avec la tendance installée depuis 2004 où le **PIB montréalais** variait à un rythme inférieur à celui de l'année précédente. Mieux encore, cette croissance sera supérieure en 2008 avec une expansion de 2,7 % de l'économie métropolitaine.

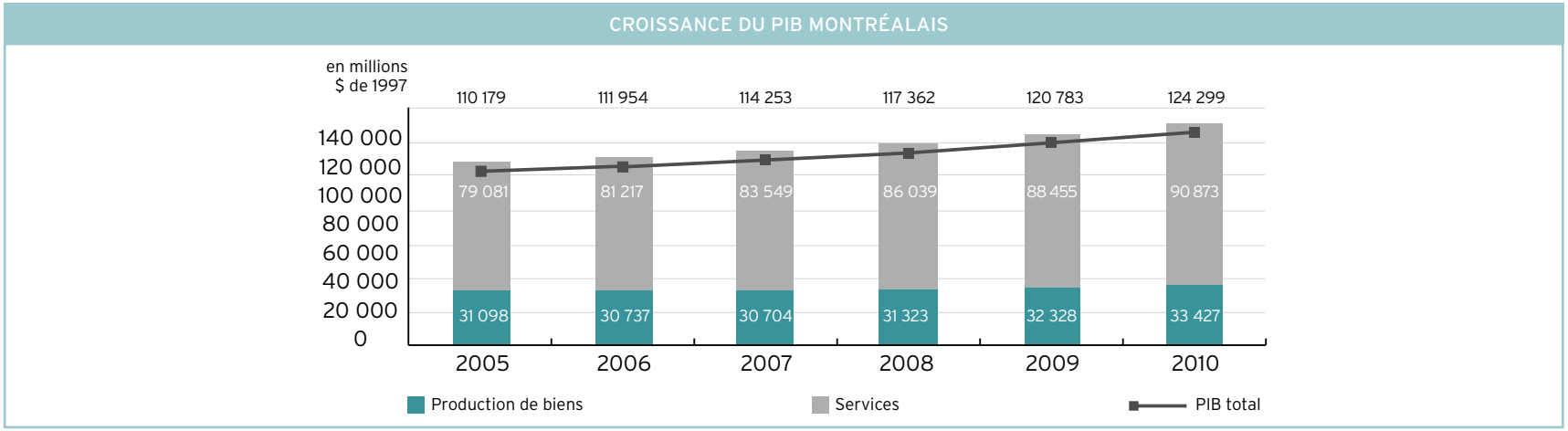
Devant l'augmentation de leur pouvoir d'achat résultant d'une monnaie plus forte, nombre de producteurs ont multiplié les investissements en machinerie et outillage dans le but de redonner un élan à la productivité. Dans cette lignée, le **secteur manufacturier** qui n'a connu que des contractions de sa production depuis 2001 devrait, après un resserrement de 1 % en 2007, tourner la page et croître de 2 % en 2008 pour atteindre un PIB avoisinant les 21 milliards de dollars[1] et compter près de 244 000 emplois.

[1] Exprimé en dollars de 1997

PERSPECTIVES DE CROISSANCE DU PIB RÉEL MÉTROPOLITAIN



Source : d'après les données du Conference Board du Canada



Source : d'après les données du Conference Board du Canada

Quant au marché du travail montréalais, il a affiché au courant des premiers mois de 2007 des records d'emploi avec, rappelons-le, un **taux d'emploi** qui, à 62,3 %, était le plus haut des 20 dernières années, un bas historique du **taux de chômage** qui a frisé les 6 %, et un **taux d'activité** au-dessus de la moyenne des trois dernières années.

Les perspectives d'emploi à court terme semblent tout aussi intéressantes, particulièrement pour l'année en cours. Avec la **création anticipée** d'environ 43 000 emplois pour 2007, puis de 18 000 en 2008, Montréal comptera pour 12 % et 8 % respectivement du total des emplois canadiens créés ces deux années alors que la RMR compte pour 11,25 % de la population totale canadienne.

La majeure partie des **nouveaux emplois** émanera du **secteur des services** avec non loin de 65 000 nouvelles ouvertures pour 2007 et 17 000 en 2008. En seconde place, arrivent les activités reliées au **commerce de gros et de détail** qui devrait se bonifier de 25 000 nouveaux postes pour 2007, auxquels s'ajouteront 5 000 autres en 2008. À l'inverse, le secteur **manufacturier** et les **industries productrices de biens** auront éliminé 25 000 et 22 000 emplois respectivement en 2007. Ainsi, la prévision d'une modeste création de 1 816 postes en 2008 fait ici figure de bonne nouvelle.

Le secteur de la **construction**, en repli depuis quelque temps, devrait aussi retrouver de l'élan grâce aux projets mis en branle dans la métropole. On pense notamment aux centres hospitaliers universitaires (CHU), mais aussi aux travaux de réfection et d'aménagement des infrastructures publiques. Ainsi, on prévoit que la construction connaîtra des augmentations respectives de 2,3 % puis de 1,9 % pour 2007 et 2008.

Enfin, les travailleurs montréalais ne seront pas en reste pour les années à venir. Il ressort des données relatives aux revenus que les **salaires** seront majorés en moyenne de 3,5 % en 2007, puis de 2,7 % en 2008. Cela laisse présager une bonification du **revenu personnel disponible *per capita*** de 3,1 % pour 2007, qui sera suivie d'une autre hausse de 1,2 % en 2008.

DES DÉFIS IMPORTANTS

Ces prévisions légèrement optimistes ne devraient toutefois pas voiler les défis qui se poseront pour la métropole. Montréal partage, avec le Québec, la réalité du vieillissement de la population. Du fait d'une demande constante de main-d'œuvre qualifiée qui découle naturellement de l'expansion économique, il se trouve aujourd'hui un certain nombre de postes qui ne sont toujours pas comblés et qui, sans les ajustements nécessaires, pourraient se solder par une pénurie de travailleurs dans certains domaines.

Les données compilées par le CBOC sont sans équivoque : les migrations interurbaines et interprovinciales amputent le bassin de talents montréalais. **L'émigration interurbaine** — les gens quittant la métropole pour s'établir ailleurs au Québec — touchera quelque 13 000 personnes pour les deux prochaines années et, durant cette même période, **l'émigration interprovinciale** — les résidents du Québec qui s'installent dans une autre province — touchera, quant à elle, 18 000 personnes.

Avec un **accroissement naturel de la population** — la différence entre les naissances et les décès — qui demeure négatif, à savoir -17,7 % pour 2007 et -9,2 % en 2008, l'**immigration internationale** semble plus que jamais un facteur sur lequel Montréal devra miser. Aussi devient-il primordial d'orienter nos efforts pour attirer une main-d'œuvre étrangère qualifiée et, aussi, pour travailler à retenir les nombreux étudiants internationaux qui complètent leur cursus dans les universités de la métropole, sans quoi ce début de reprise pourrait demeurer sans suite.

MONTRÉAL ET LES RÉGIONS : PLUS COMPLÉMENTAIRES QUE L'ON PENSE

Indéniablement, les régions du Québec et la métropole possèdent des structures industrielles et économiques passablement différentes. Mais est-ce à dire pour autant qu'elles sont complètement dissociées ? Pas du tout ! En fait, même si elles ne sont pas toujours faciles à identifier, les complémentarités économiques entre la métropole et les régions du Québec sont bien réelles. Pour s'en convaincre, il suffit d'analyser la place importante qu'occupe le **secteur agroalimentaire** dans l'économie québécoise, notamment en matière de concentration de l'emploi.

En effet, parmi les 3 765 000 **emplois** occupés au Québec, le ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec (MAPAQ) en recensait, en 2006, 467 000 découlant de l'industrie **bioalimentaire**, soit non loin de 12,4 % du total des emplois québécois. Fait intéressant, ces emplois ne sont pas uniquement concentrés en région : avec un effectif avoisinant 120 000 employés, le secteur agroalimentaire générerait environ 13 % des emplois sur l'île de Montréal. Ce sont là des proportions somme toute semblables à ce que l'on trouve ailleurs au Québec.

Selon une étude de la Fédération des chambres de commerce du Québec (FCCQ), l'industrie agroalimentaire, qui représente 6 % du **PIB québécois**, est aussi bien implantée à Montréal. En effet, ce n'est pas moins de 5 % du **PIB montréalais** qui découlerait d'activités agroalimentaires, ce qui représente environ 4,4 milliards de dollars.

Même si l'agriculture et l'élevage ne sont pas des atouts montréalais, les **établissements** ayant des activités connexes au secteur agroalimentaire représentaient néanmoins, en 2006, 13 % de l'ensemble des entreprises actives sur l'île. Nombre de ces entreprises, soit 52,2 %, se retrouvent dans le domaine de la **restauration**, tandis que la seconde concentration majeure, c'est-à-dire 33,2 %, se retrouve dans le domaine de la **distribution alimentaire**. Voilà qui illustre combien Montréal peut être un marché important pour les produits provenant des régions.

Le rôle de la métropole ne se résume toutefois pas qu'à la transformation et la distribution. La complémentarité de Montréal et des régions va plus loin et s'illustre bien par les données relatives au commerce extérieur. Selon les chiffres de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), les produits issus de l'industrie agroalimentaire formaient, en 2006, 5,6 % de la valeur des **exportations totales québécoises**. Mieux encore, la valeur de ces exportations a connu une croissance de 43,5 % entre 1998 et 2006 et les Services économiques d'EDC prévoient, pour les exportations issues du secteur agroalimentaire québécois, une croissance de 4 % en 2007 et de 6 % en 2008. Par sa **position géographique** et les infrastructures dont elle dispose, la métropole se positionne comme une plaque tournante du commerce international québécois. Lieu de passage quasi obligé des exportations vers l'étranger, Montréal assure de la sorte une continuité dans les efforts déployés en région.

L'apport d'un centre urbain aux régions environnantes s'illustre aussi par les efforts qu'il déploie pour accroître sa visibilité mondiale. Et les résultats se traduisent souvent par la tenue d'événements à caractère international — tels que le Salon International de l'Alimentation (SIAL) — qui profitent de manière non négligeable aux intervenants locaux. De plus, la décision d'installer le siège social d'une entreprise dans une métropole n'est pas fortuite. Elle découle de la logique de la visibilité, nationale ou internationale, et de l'accessibilité concernant la main-d'œuvre qualifiée et abondante, ou encore les investissements en capital, indispensables à l'essor d'une compagnie. Ainsi, il n'est pas étonnant que l'on retrouve dans la métropole les sièges sociaux d'entreprises en agroalimentaire ou encore d'entreprises du secteur de l'**aluminerie** et de la **foresterie** — deux autres industries fortes en région.

Dans cette optique, 2008 pourrait être une année importante quant au développement de relations complémentaires entre toutes les régions du Québec. Plusieurs exercices de réflexion — notamment ceux de la Commission sur l'avenir de l'agriculture et de l'agroalimentaire québécois et du Groupe de travail sur les aides fiscales aux régions ressources et à la nouvelle économie — présenteront leurs conclusions au début de la prochaine année. Il faut souhaiter que leurs recommandations soulignent les particularités de la dynamique qui caractérise Montréal et ses régions et identifient des pistes permettant de mettre encore plus leur complémentarité en valeur.

DANS L'ŒIL DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES

En 2008, l'économie de Montréal sera marquée par...

Don Drummond
Premier vice-président et économiste en chef, Groupe Financier Banque TD

En 2008, l'économie de Montréal sera marquée par les ajustements au dollar canadien actuellement fort, une situation qui touche plus particulièrement les manufacturiers exportateurs aux prises avec une économie américaine qui ralentit et la forte concurrence qui prévaut à l'échelle mondiale.

Pour leur part, les fabricants locaux pourront pleinement profiter des prix à l'importation plus bas et des incitatifs gouvernementaux de dépréciation leur permettant de soutenir la concurrence. Une hausse dans les biens et services à valeur ajoutée se produira également. Certains secteurs de produits à valeur ajoutée tels que l'aérospatiale et les matériaux de pointe, qui sont présents sur les marchés internationaux, seront donc moins affectés par une baisse de la demande des États-Unis et la faiblesse de la devise américaine.

Quant aux activités du secteur tertiaire, plus liées à une saine condition intérieure, elles continueront à croître vigoureusement et les projets de construction non résidentiels les plus importants y contribueront.

Toutefois, les secteurs sensibles aux aléas de la devise, comme le tourisme, continueront de pâtir.

François Dupuis
Vice-président et économiste en chef, Mouvement Desjardins

Les défis seront de taille pour Montréal en 2008. En dépit de sa diversification, son économie sera affligée par les difficultés du secteur manufacturier. La force du huard et la fragilité de l'économie américaine mettront les exportateurs à rude épreuve. Dans ce contexte, l'accroissement de la productivité — qui devient un enjeu majeur — devra passer non seulement par un investissement accru des entreprises, mais aussi par un renouvellement et une modernisation des infrastructures. La rareté grandissante de main-d'œuvre qualifiée exigera des efforts supplémentaires en formation et une intégration plus adéquate des ressources provenant de l'immigration. L'innovation et le savoir devront demeurer une priorité et la recherche et développement, encouragés. Plus que jamais, une vision concertée et un leadership de l'ensemble de nos décideurs seront nécessaires pour assurer la réalisation de projets porteurs d'avenir.

Clément Gignac
Premier vice-président, économiste en chef et stratège senior, Financière Banque Nationale

Malgré la présence de vents contraires en provenance du Sud, l'activité économique demeure fébrile dans la région montréalaise. Alors que l'année 2008 sera vraisemblablement marquée par un certain tassement de l'activité économique en Amérique du Nord, le temps est sans doute propice, à l'aube d'un rendez-vous électoral provincial, pour inciter les différentes formations politiques à déposer un plan de création de richesse pour le Québec tout entier et sa métropole en particulier. En effet, Montréal dispose d'atouts majeurs dans plusieurs industries (savoir, santé, culture, etc.). Elle perd cependant progressivement du terrain aux dépens des autres grandes villes nord-américaines en raison d'investissements inadéquats des autres paliers de gouvernements au chapitre du financement universitaire, de la recherche en général et des infrastructures. Il faut cesser ce débat stérile et cette apparente opposition entre Montréal et les régions et s'attaquer au défi de la mondialisation en l'exploitant au lieu de la subir. Après tout, lorsque Montréal rayonne au plan international, c'est le Québec en entier qui y gagne.

Jimmy Jean
Économiste,
Groupe Financier RBC

Une économie américaine en ralentissement, un dollar à parité, des prix du pétrole à des niveaux record et une vive concurrence étrangère, voilà autant de défis auxquels devra faire face le secteur montréalais de la production de biens dans un avenir rapproché. Les bonnes nouvelles sont que l'on s'attend à ce que le stimulus de consommation déclenché par le règlement de l'équité salariale de même qu'un certain entrain enregistré sur le marché du travail en 2007 continuent d'appuyer l'économie en 2008. En ajoutant à cela le lancement de quelques grands travaux publics préalablement annoncés ainsi qu'une croissance saine de la construction non résidentielle, la performance économique de la métropole devrait surmonter les obstacles et s'améliorer graduellement au cours de l'année.

Carlos Leitao
Économiste en chef,
Valeurs Mobilières
Banque Laurentienne

En 2008, les défis de l'économie montréalaise seront semblables à ceux de cette année; ils seront toutefois combinés à une augmentation significative des prix de l'énergie, à une hausse du dollar canadien de même qu'à une diminution de la demande intérieure américaine. De ce fait, les secteurs montréalais du tourisme et de l'exportation évolueront dans un environnement plus difficile que lors des deux dernières années. Aussi, les estimations économétriques indiquent que le plein impact de l'appréciation d'une devise se fait ressentir après un an et demi à deux ans. L'économie montréalaise n'en est donc qu'à « digérer » le niveau de 87 cents US du dollar canadien qui prévalait entre la fin de 2005 et la mi-2006. Néanmoins, les taux d'intérêt devraient demeurer relativement bas et le marché du travail continuer à performer relativement bien; les gains dans le secteur tertiaire seront toutefois pondérés par des pertes dans le secteur manufacturier. La demande intérieure se portera donc bien. L'économie métropolitaine bénéficiera aussi d'investissements substantiels dans les domaines non résidentiels (en infrastructures et dans le domaine institutionnel). Le secteur de l'aérospatiale poursuivra également son cycle favorable à l'échelle internationale.

Benjamin Tal
Économiste en chef,
Marchés mondiaux
CIBC

D'après notre *Metro Monitor* — un outil qui mesure la capacité économique des plus importantes RMR canadiennes —, Montréal n'a pas su reprendre son élan ni améliorer sa position. La ville se classe toujours dans la moyenne, mais demeure au dernier rang des grandes régions métropolitaines. En raison de la vigueur du dollar et du ralentissement plutôt rapide de l'économie américaine, nous nous attendons malheureusement à ce que les secteurs de la fabrication et du tourisme continuent de s'affaiblir dans les 12 prochains mois, limitant tout mouvement à la hausse en matière de création d'emplois. On s'attend à ce que le marché de l'habitation ralentisse lui aussi, cependant que l'activité immobilière non résidentielle et les améliorations apportées dans le secteur des services en limiteront les effets négatifs.

LES NOUVEAUTÉS BUDGÉTAIRES 2007-2008

Le 19 mars 2007, le gouvernement fédéral déposait, par l'entremise de son ministre des Finances, M. James Flaherty, son plan budgétaire pour 2007. Le 30 octobre, à l'occasion de la mise à jour économique, d'autres mesures étaient annoncées. Cette section présente donc un rappel des principales mesures fiscales qui prendront effet à compter du 1er janvier 2008.

Gouvernement du Canada

- Le gouvernement fédéral poursuivra sa réduction de la taxe sur les produits et services (TPS) qui perdra 1 point de pourcentage pour s'établir à 5 %.

- Le **montant personnel de base**, qui est la somme que chaque contribuable canadien peut gagner sans payer d'impôt fédéral, sera majoré pour atteindre 9 600 $.

  Les montants personnels relatifs à un époux, un conjoint ou un proche entièrement à charge seront aussi augmentés pour s'établir à 9 600 $.

- Les particuliers bénéficieront également d'une mesure supplémentaire, à savoir la réduction d'un demi-point de pourcentage du taux le plus bas de l'impôt sur le revenu qui passera donc de 15,5 % à 15 %. Ce **taux s'appliquera aux particuliers dont les revenus** n'excèdent pas 37 178 $. Cette mesure étant rétroactive au 1er janvier 2007, les contribuables constateront les changements dès leur prochaine déclaration d'impôts.

- Le gouvernement éliminera, pour toutes les entreprises, la **surtaxe des sociétés** qui est de l'ordre de 1,12 %. Rappelons que les mesures établies dans le budget de 2006 relevaient à 400 000 $ le montant du revenu net des entreprises admissibles au **taux réduit de l'impôt fédéral**. Ainsi, cette première tranche de bénéfices admissibles sera imposée à 11 % (alors que le taux en vigueur était de 12 % en 2007, auquel il fallait rajouter la surtaxe), et les compagnies dont les bénéfices excèdent 400 000 $ seront sujettes à un **taux général fédéral d'imposition du revenu** de 19,5 % (plutôt que 21 %).

Gouvernement du Québec

Au plan provincial, voici les principales mesures issues du budget déposé par la ministre des Finances, Mme Monique Jérôme-Forget, le 24 mai 2007, qui entreront en vigueur à partir du 1er janvier 2008.

- Les seuils et les plafonds qui déterminent les tranches de revenu imposable des particuliers seront relevés. De la sorte, le contribuable québécois bénéficiera d'une réduction de l'**impôt des particuliers**. Ainsi, la première tranche d'imposition, où sont retenus 16 % du revenu imposable, sera majorée à 37 500 $. Le taux d'imposition de 20 % touchera la partie du revenu imposable qui se trouve entre 37 500 $ et 75 000 $. La dernière tranche du revenu imposable, qui dépasse 75 000 $, sera soumise à un taux de 24 %.

  Cette baisse d'impôt totalisant 950 millions de dollars se traduira par :

  - une réduction de 275 $, soit 16,9 % de l'impôt à payer, pour un couple qui a deux enfants et un revenu de 35 000 $;
  - un gain de 640 $ dans le cas d'un couple ayant deux enfants et deux revenus totalisant 75 000 $. Ceci équivaut à une diminution de 7,8 % de l'impôt à payer;
  - une économie de 360 $ ou 7,8 % de l'impôt à payer pour une personne qui vit seule et gagne un revenu de 40 000 $.

- Le **crédit d'impôt** de base, qui est le montant directement déductible de l'impôt sur le revenu, se voit amélioré et remplacé par un montant de 10 215 $. Avant l'application de cette mesure, le montant de base servant au calcul du crédit d'impôt de base était de 9 745 $.

- Les entreprises autres que les institutions financières bénéficieront d'une réduction de la **taxe sur le capital**. Ainsi, pour une société, le taux d'impôt perçu sur un capital imposable dépassant un million de dollars sera réduit de 0,49 % à 0,36 %. Quant aux institutions financières, cette taxe sera réduite de 0,98 % à 0,72 % à compter du 1er janvier 2008.

Chronique de Développement économique Canada

LES MARCHÉS FÉDÉRAUX : DES OCCASIONS D'AFFAIRES INTÉRESSANTES POUR LES PME DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN

Les marchés fédéraux constituent des occasions d'affaires intéressantes et une source de croissance à ne pas négliger pour les PME. Au cours des trois dernières années, Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) a acheté au Canada des produits et des services pour une valeur moyenne de 14,3 milliards de dollars par année. De cette somme, la valeur des achats en provenance des cinq régions métropolitaines les plus peuplées (à l'exception de la région d'Ottawa-Gatineau), soit Halifax, Montréal, Toronto, Calgary et Vancouver, s'élève à 5 milliards par année dont 1,5 milliard pour Montréal.

Marché métropolitain de Montréal

À l'image de la structure économique de Montréal, les achats fédéraux en territoire métropolitain sont fort diversifiés. Mesurée sur la base des trois dernières années, la part des services dans les marchés fédéraux montréalais atteint près de 40 %. À titre d'exemple, les services d'architecture et d'ingénierie obtiennent des contrats pour une valeur totale de 90 M$ par année, et les services financiers pour 62 M$. Les services professionnels et administratifs de même que les services de soutien à la gestion profitent quant à eux de contrats annuels de 40 M$. Finalement, les services pédagogiques et les services de formation bénéficient de 36 M$ en contrats annuellement.

Quant au secteur des biens, les produits reliés au matériel de sécurité et de l'armement (y compris les aéronefs et les navires) viennent en tête de liste pour ce qui est de la valeur des approvisionnements. Ce groupe de biens représente 317 M$ d'achats annuels, soit 21 % de la valeur totale des achats effectués dans la région du Montréal métropolitain. Le secteur de la construction occupe aussi une part importante avec un marché de 115 M$, tandis que celui des technologies de la santé représente des contrats totalisant 95 M$ par année; les technologies de l'information, 74 M$; et le secteur du matériel de transport terrestre, 40 M$.

Les PME de la région de Montréal

Le dynamisme économique des PME de la région métropolitaine de Montréal se reflète aussi dans l'attribution des contrats publics puisque les entreprises de moins de 500 employés obtiennent de bonnes parts de marché dans plusieurs domaines d'activité.

C'est dans les secteurs des services que les PME prennent vraiment leur place. Dans les secteurs où les volumes d'achats sont très importants — comme les services professionnels et ceux de soutien à la gestion (95 %), les services de formation (90 %), les services de santé (93 %) et les services de garde et autres services connexes (94 %) —, elles obtiennent plus de 90 % du marché fédéral montréalais. Pour ce qui est des biens, ce sont pour les PME des secteurs du vêtement (97 %), de la construction (72 %) et des technologies de l'information (84 %) que les parts de marché sont les plus importantes. Même si, en général, les PME tirent bien leur épingle du jeu en ce qui a trait aux marchés publics fédéraux, certaines ont encore tendance à voir ces marchés comme étant complexes et difficilement accessibles. Il existe cependant des ressources d'information et de conseils pour aider les PME et les préparer à tirer parti de ces marchés[1].

[1] Les séminaires offerts par le Bureau des petites et moyennes entreprises (BPME) comptent parmi ces ressources. Pour plus d'information, consulter le site http://contratscanada.gc.ca/fr/quesem-f.htm

Ce texte est le fruit de la collaboration de Développement économique Canada et du Bureau des petites et moyennes entreprises (région du Québec).

Développement économique Canada
Canada Economic Development
Canada

Bureau d'affaires Île-de-Montréal
Tél. : 514 283-2500 1 800 322-4636 Téléc. : 514 496-8310
www.dec-ced.gc.ca montreal@dec-ced.gc.ca